

DELIBERATION N° 81/82 : DELIMITATION DES COMPETENCES EN MATIERE D'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de Monsieur le Préfet relatif à la délimitation des compétences entre Ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

Il précise que le décret N° 66-173 du 25 Mars 1966 et ses textes d'application ont classé les agglomérations et les communes selon l'importance de leur population.

En fonction de ce critère, la Commune de LUDRES a été classée parmi les communes rurales et elle est donc susceptible de bénéficier des subventions du Ministère de l'Agriculture pour la réalisation de ses travaux d'eau et d'assainissement.

Depuis l'intervention de ces textes, la situation de la Commune de LUDRES a considérablement changé : fort accroissement de sa population et qualité de membre du District de l'Agglomération Nancéienne (ce dernier se substituant à la compétence des communes membres en cette matière, relève du Ministère de l'Intérieur pour l'octroi des subventions de l'Etat).

Compte-tenu de l'ambiguïté de la situation, Monsieur le Préfet demande à la Commune de LUDRES si elle serait favorable à la révision de son classement pour figurer ainsi parmi les communes urbaines, comme les autres communes du District, en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré :

- demande en préalable à la question posée par Monsieur le Préfet à ce que toute ambiguïté soit levée sur le classement de LUDRES en zone urbaine concernant les aides de l'Etat à la construction du logement (passage de la Zone 3 à la Zone 2),
- s'étonne du fait que certaines communes très excentrées soient classées en zones urbaines alors que LUDRES reste classée en zone rurale.